

Rapport "Notre voix"

Juin 2021



Deviens

Citoyen!

Mouvement citoyen et étudiant

Mail: deviencitoyen.mvt@gmail.com

Deviens Citoyen !

Mouvement citoyen et politique

avec
la participation
de

L'Institut de Réflexion Etudiante
Think Tank étudiant



**Rapport "Notre voix" :
Analyse de la montée de
l'abstention et du lien
entre la politique et la
jeunesse**

Notre mouvement

Deviens Citoyen ! est un mouvement citoyen et politique qui a pour objet de concourir à l'expression du suffrage universel dans le respect des valeurs républicaines : liberté, égalité, fraternité, garanties par la Constitution du 4 Octobre 1958 et l'ensemble du bloc de constitutionnalité. Il rassemble toutes les femmes et tous les hommes qui partagent ces valeurs et agit au service des citoyens.

Ce mouvement citoyen et politique comprend :

L'Institut de réflexion étudiante (I.R.E) qui a pour objet de débattre de sujets concernant l'ouverture d'esprit des étudiants afin de susciter l'esprit critique du

citoyen de demain, mais aussi d'être un groupe d'influence constitué en Think Tank, afin de conseiller, de proposer et d'agir, pour les jeunes auprès des représentants politiques et institutionnels.

Nos objectifs sont nombreux mais nous recherchons avant tout une proximité avec les étudiants, ainsi qu'une cohésion entre eux, par le biais d'activités culturelles diverses, et par la mise en réseaux de plusieurs associations étudiantes, organisée sous forme d'accords ou de partenariats.

Sommaire

- Introduction.....8

- Des raisons expliquant le désintérêt des jeunes pour la politique.....10
 1. Les causes principales de l'abstention.....10
 2. Considérations non-exhaustives sur ce qui a déjà été fait pour renouer les jeunes et la politique.....12

- Des propositions de solutions pour réduire l'abstentionnisme des jeunes.....14

Rapport "Notre voix" : Analyse de la montée de l'abstention et du lien politique avec les jeunes

INTRODUCTION

Aujourd'hui plus que jamais auparavant se pose la question de la représentativité dans notre démocratie. En effet, le corps électoral ne semble plus animé par la volonté d'exprimer sa voix par le vote et se détourne progressivement de la politique.

Les dernières élections l'ont prouvé, près de 70% des inscrits sur les listes ne se sont pas déplacés au premier tour des élections régionales de 2021, un record. Le chiffre le plus marquant concerne cependant les plus jeunes (18-24 ans), qui n'ont été qu'entre 10 et 15% à être allés voter en juin (contre près de 50% chez les plus de 65 ans). Ici s'affirme un paradoxe: la jeunesse semble aujourd'hui animée par une force de conviction importante concernant la politique non institutionnalisée (pétition, manifestation, ...), mais tend à se détacher d'une politique plus traditionnelle (abstention, éloignement des partis, ...).

Ainsi les premières interrogations se posent, comment faire pour renouer un lien durable entre la jeunesse et la politique ? La politique doit-elle imiter la jeunesse et adapter ses codes et son langage pour que la jeunesse s'implique ? Doit-on former la jeunesse à la citoyenneté pour qu'elle s'intéresse à la politique ?

Et en ce qui concerne l'abstention en elle-même et ses multiples causes, est-elle aujourd'hui plus qu'un mécontentement vis-à-vis du personnel politique ?

Grâce à ce rapport, notre Think Tank étudiant, l'I.R.E, ainsi que notre mouvement citoyen et politique « Deviens Citoyen », se proposent de trouver des pistes de réflexion afin d'expliquer cette tendance de la jeunesse, mais surtout de trouver des solutions pour à terme, redonner confiance en notre démocratie, ses valeurs, ses principes et ses institutions.

Des raisons expliquant le désintérêt des jeunes pour la politique

Lors des dernières élections, près de 80% à 90% des jeunes de 18 à 24 ans ne sont pas allés voter en juin.

De nos jours, notre pays semble traversé par une crise qui s'inscrit dans le type de régime dans lequel nous vivons : la démocratie représentative.

Ce mode de désignation du personnel politique traduit une volonté d'égalité entre les citoyens puisque chaque vote exprimé a le même poids que les autres, chaque citoyen peut l'exercer peu importe sa condition sociale, économique, culturelle. Il est aussi une des expressions de la liberté puisque chacun y exerce sa propre opinion, en entretenant le secret grâce à l'isoloir et l'urne : les libertés politiques et personnelles y sont représentées.

Aujourd'hui, les abstentionnistes se distinguent en deux catégories : les systémiques, ceux qui ne votent

jamais et les intermittents, ceux qui ne votent que rarement.

Si ces votes se perdent, c'est principalement en raison d'un essoufflement de l'idéal de similarité entre gouvernés et gouvernants, qui s'exprime dans le passage d'une « démocratie de partis » à une « démocratie du public », ou du spectacle selon Bernard Manin.

Le vote se caractérise par cinq notions :

- un investissement individuel qui relève de l'aspect physique, moral et spatial ;
- estimer sa place dans la société et dans le décompte d'un vote ;
- une considération de ses propres convictions par l'élaboration d'une opinion ;
- une prise de conscience du passé et de l'histoire politique ;
- une projection dans l'avenir en choisissant un programme politique.

Les causes principales de l'abstention

- **Crise de représentation**

Elle se caractérise par une déconnection de la réalité de la part

du monde politique. Cette déconnexion est un point récurrent dans les débats sur l'abstention : « les politiciens sont déconnectés des préoccupations des citoyens et ne font rien pour y remédier ». Bernard Manin, en analysant la démocratie représentative, remarque qu'elle passe par plusieurs phases au cours de son existence. Mais surtout, qu'elle serait en train de se transformer actuellement en une « démocratie du public », c'est-à-dire une démocratie dans laquelle le parti ne prime plus, mais où la personnalité prend le dessus. C'est l'avènement de « l'expert en communication », de la « figure médiatique », de celui qui réussira le mieux à communiquer avec les électeurs. Le facteur essentiel à prendre en compte pour mieux comprendre cette transformation, c'est l'omniprésence du média et des réseaux sociaux, et finalement, de l'image dans le choix et le jeu politique. L'importance de l'image rend en quelque sorte artificielle la manière d'échanger avec le corps électoral, provoquant une impression de différence entre celui-ci et les acteurs de la politique, qui semble s'aggraver au fil des

élections. En effet, l'électeur ne dirige plus son vote vers un programme ou un parti qui lui semblent justes, mais de plus en plus vers une personnalité, notamment la « moins pire », ce qui a pour effet de modifier les votes à la réitération des élections, entraînant logiquement le sentiment de ne plus être représenté correctement par le ou les gouvernants, engendrant un cercle vicieux.

- **Crise de l'image**

Selon Brice Teinturier, président de l'Institut de sondage Ipsos, cette deuxième crise que représente le problème de l'image dégradée du politique apparaît comme l'un des facteurs fondamentaux de l'abstention des jeunes.

En effet, l'accumulation de scandales politiques tels que l'affaire Cahuzac ou celle du Pénélopegate qui témoignent d'une présence de la corruption dans notre démocratie, ajoutée à cela la progression de la Fake News entretenue par certains représentants politiques induisent tous deux une crise de l'image que renvoie le politique. La preuve en est aujourd'hui : durant la crise de la

Covid-19 avec l'intérêt croissant pour les idées en lien avec le complotisme. La confiance envers le personnel politique se dégrade au fur et à mesure que ce dernier déçoit les citoyens par ce type d'action.

- **Crise de résultat, de bilan**

En lien avec la crise précédente, la crise de résultat est caractérisée par la diminution du sentiment de similarité entre gouvernants et gouvernés que nous avons évoquée. Les précédents bilans de mandatures n'inspirent plus aux électeurs une confiance envers les candidats et le personnel politique. L'idée de la *doxa* qui revient souvent est de dire que « droite ou gauche, c'est la même chose », i.e. penser que peu importe le candidat ou le programme politique choisi, rien ne changera.

Ainsi cette crise de résultat peut se rapprocher d'une théorie qui s'appuie sur les postulats de l'économie néo-classique, qui est la « Théorie des choix publics » de James M. Buchanan. Cette théorie place le personnel politique en animal humain qui ne pense qu'à son propre intérêt, celui de sa réélection en particulier.

In fine selon la *vox populi* et la

théorie de J.M. Buchanan, les représentants politiques ne se différencient plus par leur appartenance politique.

Considérations non-exhaustives sur ce qui a déjà été fait pour renouer les jeunes et la politique

- **L'imitation des codes et du langage**

Par le passé, la politique a déjà tenté de s'adapter aux codes et au langage de la jeunesse en utilisant de nouveaux moyens de communication, comme les réseaux sociaux.

Ainsi, nous assistons à une dématérialisation du débat politique sur les réseaux sociaux, comme Instagram, TikTok ou Twitter, qui a pour effet plus profond le désintérêt pour la citoyenneté.

De cette manière, l'actuel gouvernement a jugé intéressant d'organiser avec les youtubeurs populaires McFly et Carlito un concours d'anecdote au palais présidentiel de l'Élysée.

De cet événement, des conclusions peuvent être tirées : le sentiment le plus partagé par la *doxa* est celui d'un opportunisme électoral accompagné d'une mise en scène soigneusement préparée et sans aucune spontanéité.

De ce fait, ce type de mise en scène suscite, en dehors des convaincus par M. Macron l'indignation des plus âgés en raison de la dégradation du symbole que représente la Politique, au sens noble du terme, et l'indifférence ou les moqueries des étudiants, provoquant une fracture générationnelle.

Nous pouvons en conclure que l'imitation des codes et du langage de la jeunesse par les personnalités politique n'a pas l'effet escompté.

- **La formation de la jeunesse à la citoyenneté**

Les institutions publiques s'y sont efforcées par le biais de tables rondes sur la citoyenneté, de campagnes de promotion du vote mais encore avec l'éducation par l'instauration dans les écoles de la République de l'éducation morale et civique. Une des raisons de l'abstention malgré la formation et les campagnes de promotion est le sentiment d'exclusion et d'inaccessibilité des jeunes vis-à-vis de la politique.

Ce sentiment d'inaccessibilité est caractérisé par la difficulté des jeunes à trouver leurs convictions, mais surtout à les défendre par la suite au sein des mouvements politiques. A cela s'ajoute la

complexité intrinsèque de la politique représentée par le mille feuille institutionnel français.

Force est de constater que malgré la nécessité de former la jeunesse à la citoyenneté, il y a un rejet persistant du politique en raison des trois crises que nous avons précédemment évoquées.



La crise de participation à la compétition politique se caractérise par les trois crises sous-jacentes que nous avons traitées et qui mettent à mal la concurrence politique traditionnelle. Toutefois une nouvelle forme de politique se dégage de ces crises et nous permet d'envisager une vie politique qui suscite toujours l'engagement de la jeunesse.

En effet, la politique non-institutionnalisée permet la participation à des événements peu importe leur position géographique. Ces nouvelles pratiques de la politique lui donnent de nouvelles perspectives, de nouveaux champs d'actions qui ne sont pas forcément en adéquation avec une politique plus traditionnelle, qui semble essentielle à notre démocratie.

C'est en ce sens qu'il faut agir pour la jeunesse afin qu'elle puisse se reconnecter à une politique plus locale, qu'elle étende sa définition de la citoyenneté pour qu'elle puisse d'elle-même agir au mieux pour la collectivité.

Des propositions de solutions pour réduire l'abstentionnisme des jeunes

1. Volet citoyenneté

• Le vote électronique

Les dernières élections régionales et départementales ont prouvé que l'abstention est un problème qui ne fait que progresser depuis des dizaines d'années. De plus, le numérique occupe une part très importante dans notre quotidien. Prenons l'exemple du secteur de la restauration rapide : durant les confinements successifs dus à la pandémie de Covid-19, ce secteur s'est rapidement démocratisé, ce qui a permis l'émergence de multiples entreprises de livraison rapide. Simplicité et immédiateté sont donc devenus les maîtres mots de notre société contemporaine, et ce dans quantité de domaines.

Le vote électronique représente aujourd'hui la meilleure solution puisqu'elle parvient à lier simplicité et immédiateté. Notre démocratie doit s'adapter à notre quotidien, en restant irréprochable.

Le vote électronique permettrait de moderniser la politique en l'adaptant aux objets de notre quotidien. La simplification du vote et du dépouillement permettraient quant à eux de connaître les résultats d'un scrutin plus rapidement.

Enfin, il nous paraît évident que cette simplification du vote serait un facteur majeur de lutte contre l'abstentionnisme chez les jeunes, qui pour certains ne vivent pas dans leur circonscription électorale et sont en incapacité de se déplacer. Cette simplification du processus de vote pour une jeunesse très connectée et actrice dans le processus de numérisation de la société nous paraît une idée à mettre en avant.

- Mise en place:

Notre objectif n'est pas d'abandonner le système de vote dans les bureaux, mais de mettre en place un système hybride, qui soit à la fois électronique et à physique.

Ainsi le vote électronique pourrait s'effectuer via l'interface du service public FranceConnect, où la

personne souhaitant voter par l'intermédiaire d'une interface numérique aurait à signer un texte expliquant les fondements de la démocratie, afin que celle-ci puisse prendre conscience de l'importance de voter mais aussi de tous les avantages à se déplacer dans les bureaux de votes. Ajoutée à cela la signature du règlement général de protection des données (RGPD).

De cette façon le vote physique ne serait pas abandonné car il représente certains avantages – en plus de défendre la liberté politique – vis-à-vis du vote électronique. Toutefois la nécessité de modernisation de notre démocratie nous semble trop importante pour laisser le vote électronique sur le banc puisqu'il permettrait de diminuer l'abstention.

La carte électorale ne serait pas abandonnée non plus, mais modifiée afin que chacun puisse voter comme il le souhaite : elle serait scannable afin d'éviter que des individus malintentionnés ne tentent de voter plusieurs fois, en physique et en numérique.

Ainsi les scrutateurs s'occupant des listes d'émargement dans les bureaux de vote pourront vérifier

directement si la personne n'a pas déjà voté électroniquement, évitant ainsi de possibles fraudes.

- **Cérémonie de remise de carte électorale**

Afin de faire prendre conscience de l'importance d'avoir une carte d'électeur qui nous donne le pouvoir d'aller voter et de choisir nos représentants politiques, nous pensons que chaque mairie se doit organiser lorsqu'elle le peut, une remise officielle de carte électorale.

De cette façon chaque jeune devra se déplacer pour recevoir sa carte et apprécier l'importance, la signification et le symbole du vote, ce qui participerait à la réduction de l'abstentionnisme à une échelle peut-être modeste mais d'une symbolique très importante.

- **Quota de jeunes scrutateurs obligatoire**

La solution d'imposer, à hauteur de 20% de l'effectif de chaque bureau de vote, la présence de jeunes au poste de scrutateur renforcerait le sentiment d'importance d'une échéance électorale et permettrait à certains jeunes de pouvoir voter directement en étant sur place.

2. Volet économique

• Insertion des jeunes dans la vie active

Nous l'avons vu précédemment, une part importante de jeunes placent la politique à un second plan. Pour beaucoup d'entre eux elle ne représente pas une priorité. Pour redorer l'image de la politique, il est nécessaire de faire face aux crises de résultat et de représentation, que nous avons évoquées plus haut.

Permettre à la jeunesse de rentrer plus facilement dans la vie active, ou de profiter d'expériences professionnelles accessibles plus facilement, serait un bénéfice considérable face aux nombreuses crises que connaît le monde politique. La réinsertion des jeunes dans le monde professionnel éloignerait les problèmes financiers que ces derniers peuvent rencontrer et leur permettrait de mieux se concentrer, à certaines périodes, sur les élections et sur l'actualité politique. Ce sentiment serait renforcé par le système d'insertion des jeunes qui s'articulerait entre autres autour d'un élu local qui serait chargé, en partie, de rencontrer ces jeunes et de les accompagner.

En mettant en place une insertion active des jeunes dans le monde professionnel, la crise de résultat de la politique s'en verrait amoindrie grâce à l'action du personnel politique et de sa proximité avec la jeunesse que ce type d'action apportera. De la même façon la crise de représentation pourrait elle aussi faiblir car la jeunesse serait véritablement représentée par l'intermédiaire d'une insertion professionnelle qui est une doléance de cette même jeunesse.

Ainsi, la crise de l'abstention de la jeunesse pourrait se résoudre à plus ou moins long terme avec l'application de ce type de dispositif.

-Mise en place:

Cette insertion professionnelle de la jeunesse doit se faire dans un élargissement et une amélioration de l'offre que proposent les « Services Civiques » et la création d'un nouvel outil.

Il faudra distinguer deux types de marchés : le public et le privé. De cette façon dans le secteur public, lié au service civique, les points à améliorer sont les suivants :

- Flexibiliser les termes sur la durée des offres proposées, en permettant d'obtenir des contrats courts.

- Travailler sur l'élargissement des offres proposées par le secteur public en ouvrant l'accès à d'autres missions comme des contrats à temps partiels, qui peuvent être complémentaires du parcours scolaire d'un jeune.

- Permettre un « encadrement », d'un élu local sur un groupe de jeunes qui se traduirait par des moments d'échanges et de rencontres avec ledit groupe, au début et à la fin de chaque mission effectuée.

- Octroyer un « Chèque Culture » pour chaque jeune effectuant une mission à hauteur de 10% de la rémunération liée à la mission (ce point sera explicité dans la partie suivante).

En ce qui concerne le secteur privé, nous sommes conscients que le service civique ne pourrait s'occuper à la fois du secteur public et privé, sachant d'autant plus qu'il n'a pas spécialement vocation à s'intéresser au secteur privé car il est censé remplacer l'ancien service civil.

L'objectif est donc de créer un outil qui proposant les mêmes services que le Service Civique mais en se concentrant exclusivement sur le secteur privé. Il serait en quelque sorte un moyen plus simple

pour les jeunes et les étudiants d'avoir une expérience professionnelle car l'État se porterait garant des jeunes candidats.

Tout comme pour le Service Civique, chaque étudiant recevrait une rémunération minimale à hauteur de celle d'un stage, soit 3.9 euros par heure de stage, et payée par l'État et les collectivités locales à hauteur de 1.95 euros, que l'entreprise pourrait valoriser à son gré sans que celle-ci ne soit taxée sur ce complément de rémunération, mais avec l'obligation de rémunérer l'étudiant à hauteur de 1.95 euros par heure, pour un total de 3.9 euros par heures payées à moitié par l'État et l'autre moitié par l'entreprise.

Il y aurait en revanche une flexibilité horaire permettant aux entreprises d'émettre des offres d'une durée minimale de trois jours. Ainsi, les jeunes ne disposant pas du temps nécessaire pour se permettre un travail à temps partiel pourront arrondir leurs fins de mois avec des missions très courtes proposées par le secteur privé.

Un « Chèque Culture » sera octroyé à chaque jeune effectuant une mission à hauteur de 10% de la rémunération liée à la mission.

La diversification de l'offre permettra des partenariats avec les CCI, les chambres d'agriculture et tous les autres secteurs d'activités privés.

3. Volet culturel

- **Promotion de l'accès à la culture**

Afin de redonner confiance en nos institutions républicaines et promouvoir la responsabilisation de l'individu, le domaine culturel est essentiel.

L'ensemble du secteur culturel sans distinction est essentiel au développement de normes sociales et d'une forme d'élévation intellectuelle, c'est pour cela qu'il faut le démocratiser, car il est la source de réflexion et d'intégration dans n'importe quelle société. Cela permettrait de renouer, avec le service public, les institutions culturelles et indirectement avec l'État et les valeurs républicaines, un lien avec la jeunesse.

Ainsi, le pass Culture mis en place par l'État est une première étape. C'est pour cela que nous souhaitons créer un "Chèque Culture" qui serait financé par chaque grande région de France, offert à chaque jeune ayant un petit emploi peu importe la

durée ou le secteur d'activité, à hauteur de 10% de la rémunération. Cela permettrait aux jeunes d'avoir des ressources financières qu'ils ne pourraient dépenser que dans le secteur de la Culture.

Les activités concernées sont les mêmes que celles proposées par le pass Culture (livres, concerts, formations artistiques,...).

Pour les jeunes de 18 ans qui bénéficieraient déjà du pass Culture, et qui travailleraient, ce Chèque Culture se traduirait par une compensation financière de même hauteur (soit 10% de la rémunération) sur la carte pass Culture. Cela se matérialiserait par une sorte de recharge, au lieu d'être un chèque.



Rapport "Notre voix"

La politique doit-elle imiter la jeunesse et adapter ses codes et son langage pour que celle-ci s'implique en politique ? Doit-on former la jeunesse à la citoyenneté pour qu'elle s'intéresse à la politique ? Et en ce que concerne l'abstention en elle-même et ses multiples raisons, est-elle aujourd'hui plus qu'un mécontentement vis-à-vis du personnel politique ?

Retrouvez dans ce rapport les raisons, le bilan et les propositions de solutions que nous avons avancées pour faire face au problème de l'abstention de la jeunesse.



Deviens Citoyen
Mouvement citoyen et politique

Contact : deviencitoyen.mvt@gmail.com